

bres du tribunal à qui l'administration des preuves est déléguée, de renoncer à lire ou à remettre le procès-verbal pour lecture si, conformément à l'alinéa 2, les dépositions ont été enregistrées par des moyens techniques – bande magnétique, vidéo, etc. – pendant les débats. Les enregistrements ont dès lors une grande importance et doivent être versés au dossier et conservés avec le procès-verbal. Cette réglementation s'applique par analogie aux rapports d'experts présentés oralement et aux interrogatoires et dépositions des parties, conformément au renvoi opéré aux articles 187 alinéa 2 et 193 du Code de procédure civile.

L'article 407a, qui est nouveau, prévoit que le nouveau droit s'applique aux procédures en cours pour les auditions de témoins, les rapports d'experts présentés oralement, les interrogatoires et les dépositions des parties.

Le nouvel alinéa 5bis de l'article 78 du Code de procédure pénale prévoit que le tribunal peut certes exempter la personne entendue de la lecture et de la signature du procès-verbal; par contre, il a l'obligation de consigner au procès-verbal les dépositions séance tenante et – généralement – en substance. Les enregistrements seront versés au dossier. Cette exemption ne vaut que pour les débats. Devant le tribunal des mesures de contrainte, les procès-verbaux d'audience doivent toujours être lus et signés. L'exemption est applicable par ailleurs aux débats d'appel.

Par rapport à l'article 78 alinéa 7, je relève que l'article 76 alinéa 4 du Code de procédure pénale prévoit la possibilité d'enregistrer des dépositions par des moyens techniques en sus d'un procès-verbal écrit. Le nouvel alinéa 5bis ne permet pas de renoncer à la rédaction d'un procès-verbal séance tenante et en substance.

*Angenommen – Adopté*

## **Ziff. II**

*Antrag der Kommission: BBI*

## **Ch. II**

*Proposition de la commission: FF*

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes ... 38 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

## **11.039**

### **StGB, MStG und JStG. Unverjährbarkeit sexueller und pornografischer Straftaten an Kindern**

**CP, CPM et DPMIn.**

### **Imprescriptibilité des actes d'ordre sexuel ou pornographique commis sur des enfants**

#### *Zweitrat – Deuxième Conseil*

Botschaft des Bundesrates 22.06.11 (BBI 2011 5977)

Message du Conseil fédéral 22.06.11 (FF 2011 5565)

Nationalrat/Conseil national 06.03.12 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 12.06.12 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 13.06.12 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 15.06.12 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 15.06.12 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBI 2012 5933)

Texte de l'acte législatif (FF 2012 5475)

**Seydoux-Christe Anne** (CE, JU), pour la commission: Le 30 novembre 2008, le peuple et les cantons ont accepté l'initiative populaire «pour l'imprescriptibilité des actes de pornographie infantile», acceptant ainsi le nouvel article 123b de la Constitution, qui prévoit que l'action pénale et la peine pour un acte punissable d'ordre sexuel ou pornographique sur un enfant impubère sont imprescriptibles. En application de l'article 195 de la Constitution, l'article constitutionnel 123b est entré en vigueur le jour de la votation populaire. Le Conseil fédéral et le Parlement ont combattu cette initiative populaire et proposé par le biais d'un contre-projet indirect de prolonger les délais de prescription de l'action pénale des infractions graves contre l'intégrité physique et sexuelle des enfants de moins de 16 ans, en vain. En effet, le texte de l'initiative populaire contient des notions imprécises, comme celles d'enfant impubère ou d'actes punissables d'ordre pornographique. De plus, l'imprescriptibilité va au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre le but désiré par l'initiative populaire, qui est de permettre aux jeunes victimes d'abus sexuels de poursuivre en tout temps l'auteur des abus.

L'Office fédéral de la justice a élaboré un avant-projet de modification de l'article 101 du Code pénal relatif à l'imprescriptibilité, mis en consultation de mai à octobre 2010. Cet avant-projet a été très bien accueilli par les participants à la consultation. Il prévoyait l'imprescriptibilité des infractions inscrites aux articles 187 chiffre 1, 189 à 191 du Code pénal, commises sur des enfants de moins de 10 ans. Les critiques portaient essentiellement sur l'âge de protection des victimes et le choix des infractions imprescriptibles. Jusqu'alors l'imprescriptibilité de l'action pénale et de la peine n'était prévue que pour les crimes les plus graves tels le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les actes de terrorisme. Ce régime exceptionnel est prévu par les articles 101 du Code pénal et 59 du Code pénal militaire. Une lettre e a été ajoutée à l'article 101 alinéa 1 du Code pénal et à l'article 59 alinéa 1 du Code pénal militaire.

Par ailleurs, la notion d'«enfant impubère» n'était pas connue en droit suisse. Le législateur a choisi l'âge de la victime au moment des faits comme critère applicable. Pour déterminer l'âge de la puberté, le législateur s'est basé sur la littérature médicale relative au développement humain. On peut admettre qu'une personne est impubère lorsqu'elle n'a pas encore entamé le processus de la puberté, qui commence vers 9 ans pour les filles et 11 ans pour les garçons. L'âge de protection doit être identique pour les deux sexes.

L'avant-projet prévoyait d'appliquer l'imprescriptibilité aux victimes de moins de 10 ans, mais cet âge de protection a été jugé trop bas pendant la consultation. En effet, la puberté est un processus émotionnel et psychologique com-

plexe. Pour les services psychiatriques universitaires de Berne, l'intérêt des pédophiles se porte souvent sur deux catégories d'âge, les enfants entre 5 et 6 ans et ceux entre 11 et 12 ans. En tenant compte des avis exprimés lors de la consultation, le projet prévoit de rendre imprescriptibles les infractions contre l'intégrité sexuelle des enfants dont l'âge est inférieur à 12 ans. Dès 12 ans en effet, un enfant est capable d'identifier les comportements inappropriés à son encontre, notamment parce qu'il a pu bénéficier de cours traitant de ce sujet à l'école, ce qui devrait faire réfléchir certains initiants d'ailleurs.

L'âge de protection fixé, il faut déterminer les infractions qui sont imprescriptibles pour éviter toute insécurité juridique. Une infraction ne peut être imprescriptible au sens de l'article 123b de la Constitution que si elle est grave, qu'elle consiste en la commission d'un acte d'ordre sexuel par lequel l'auteur cherche l'excitation ou la satisfaction de l'instinct sexuel, et qu'elle est commise sur un enfant. Entrent dès lors en considération les articles 187 chiffre 1, 189, 190, 191, 192 et 193 du Code pénal.

Les articles 192 et 193 sont, selon la doctrine dominante, absorbés par l'article 187. Le Conseil national a néanmoins décidé de les mentionner expressément dans le catalogue des infractions à mettre au bénéfice de l'imprescriptibilité. Celle-ci ne s'applique qu'aux auteurs majeurs. Il faut rappeler ici que le Droit pénal des mineurs met principalement l'accent sur la prévention et la resocialisation des délinquants mineurs.

S'agissant des dispositions transitoires, l'article 101 alinéa 3 du Code pénal prévoit l'application de l'imprescriptibilité aux actes qui n'étaient pas encore prescrits le 30 novembre 2008, jour de l'entrée en vigueur de l'article 123 de la Constitution.

Ce qui a été dit pour le Code pénal vaut également pour le Code pénal militaire.

Au sujet du projet qui vous est soumis, vous avez vu que votre commission a suivi le Conseil national à tous les articles. Par contre, la Commission de rédaction de langue allemande a attiré notre attention sur le fait qu'à l'article 1 alinéa 2 lettre j du Droit pénal des mineurs, il manquait la mention des alinéas 2 et 3 de l'article 101. J'y reviendrai par la suite. C'est la seule divergence par rapport au Conseil national.

**Sommaruga** Simonetta, Bundesrätin: Volk und Stände haben am 30. November 2008 die Volksinitiative «für die Unverjährbarkeit pornografischer Straftaten an Kindern» angenommen und damit zum Ausdruck gebracht, dass sexueller Missbrauch von Kindern auch dann strafrechtlich verfolgt werden kann, wenn die Tat sehr lange zurückliegt.

Noch am Tag der Abstimmung sagte die damalige EJPD-Vorsteherin, dass die Verfassungsbestimmung auf Gesetzesstufe konkretisiert werde. Das EJPD hat den Auftrag erhalten, insbesondere zwei Begriffe zu definieren, die das Strafrecht nicht kennt: den Begriff «sexuelle oder pornografische Straftaten» und den Begriff «Kinder vor der Pubertät». Die Umsetzungsvorlage wurde in der Vernehmlassung weitestgehend begrüsst.

Ich möchte die Grundzüge der Vorlage kurz erläutern und dabei auf fünf Punkte eingehen: erstens auf den Begriff «sexuelle oder pornografische Straftaten», zweitens auf den Begriff «Kinder vor der Pubertät», drittens auf die vorgesehene Sonderregelung für minderjährige Täter, viertens auf die Übergangsregelung für Straftaten, die vor dem 30. November 2008 begangen wurden, und fünftens auf das Schicksal des Gegenvorschlages, den das Parlament im Sommer 2008, also noch vor der Annahme der Verfassungsbestimmung, beschlossen hatte.

1. Zum Begriff «sexuelle oder pornografische Straftaten»: Die Strafverfolgungsbehörden, die Opfer und die Täter müssen ganz genau wissen, was man unter «sexuellen oder pornografischen Straftaten» versteht. Vor allem das Opfer soll von vornherein erkennen können, ob die erlittene Tat unverjährbar ist oder nicht. Nach geltendem Recht verjähren nur die folgenden Delikte nicht: Völkermord, Verbrechen gegen die Menschlichkeit, Kriegsverbrechen und terroristische

Handlungen. Das heisst, die Unverjährbarkeit ist heute eine Ausnahme, die sich durch die Schwere der Straftat rechtfertigt.

Der Bundesrat hat in seiner Vorlage dem Ausnahmecharakter der Unverjährbarkeit Rechnung getragen und die Tatbestände so definiert, dass nur Taten erfasst werden, die als schwerwiegend gelten können. Auf dieser Grundlage schlägt der Bundesrat vor, dass die folgenden Straftaten der Unverjährbarkeit unterstellt werden: sexuelle Handlungen mit Kindern gemäss Artikel 187 Ziffer I StGB, sexuelle Nötigung gemäss Artikel 189 StGB, Vergewaltigung gemäss Artikel 190 StGB und Schändung gemäss Artikel 191 StGB.

Jetzt hat der Nationalrat entschieden, die Unverjährbarkeit auf sexuelle Handlungen mit Anstaltspfleglingen, Gefangenen und Beschuldigten sowie auf die Ausnützung einer Notlage auszudehnen. In der Botschaft des Bundesrates sind diese beiden Straftaten nicht erfasst, weil der Bundesrat davon ausgegangen ist, dass die Bestimmungen von Artikel 192 und 193 StGB in Artikel 187 StGB enthalten sind, wenn das Opfer minderjährig ist.

Die Differenz zwischen dem, was der Bundesrat vorgelegt hat, und dem, was der Nationalrat beschlossen hat, ist nicht von grundsätzlicher Natur; es handelt sich um eine gesetzestechnische Frage. Beide Räte sind der Überzeugung, dass Straftaten nach den Artikeln 192 und 193 StGB ebenfalls unverjährbar sind. Aus diesem Grund kann sich der Bundesrat in dieser Frage dem Nationalrat anschliessen.

2. Zum Begriff «Kinder vor der Pubertät»: Der Bundesrat hat sich auch mit diesem Begriff befasst; der Begriff ist ja in der schweizerischen Rechtsordnung nicht bekannt und wird entsprechend unterschiedlich ausgelegt. Aus diesem Grund wurde für die Ausführungsgesetzgebung ein eindeutiges Kriterium gewählt, nämlich das Alter des Opfers zum Zeitpunkt der strafbaren Handlung. Gestützt auf die Fachliteratur zur menschlichen Entwicklung sowie auf Stellungnahmen, insbesondere auch von medizinischen Organisationen, im Rahmen der Vernehmlassung schlägt Ihnen der Bundesrat eine Altersgrenze von 12 Jahren vor. Es kann vernünftigerweise angenommen werden – diese Annahme wird auch von den medizinischen Organisationen gestützt –, dass ein Kind mit 12 Jahren in den Prozess der Pubertät eintritt. Diese Lösung entspricht auch dem Ziel der Volksinitiative, die ja insbesondere die sehr jungen Kinder schützen will.

Sie wissen, dass noch ein Antrag vorliegt. Wir werden deshalb in der Detailberatung auf diese Frage zurückkommen.

3. Zur Sonderregelung für minderjährige Täter: Die Verfassungsnorm äussert sich dazu nicht. Der Bundesrat ist der Ansicht, dass die Unverjährbarkeit aber ausschliesslich auf volljährige Täter anzuwenden ist. Diese Lösung widerspiegelt nicht nur den Sinn und Zweck der Volksinitiative, sondern sie steht auch in Einklang mit der Systematik unserer Strafrechtsordnung. Ausserdem entspricht sie auch dem Ziel des Jugendstrafrechts, das bekanntlich den Schwerpunkt auf die Resozialisierung des Täters legt.

4. Zur Übergangsregelung: Die neue Verfassungsbestimmung ist wie gesagt am Tag der Abstimmung, also am 30. November 2008, in Kraft getreten. Entsprechend gilt die Unverjährbarkeit für sämtliche Taten, die nach diesem Datum begangen worden sind. Jetzt muss man aber noch bestimmen, wie man mit Delikten umgeht, die vor diesem Datum verübt worden sind. Der Bundesrat schlägt Ihnen die folgende Lösung vor: Straftaten, die am 30. November 2008 bereits verjährt waren, sind endgültig verjährt und können auch strafrechtlich nicht mehr verfolgt werden. Für die Straftaten, die am 30. November 2008 noch nicht verjährt waren, schlägt Ihnen der Bundesrat eine Übergangsbestimmung vor, wonach für diese Taten die Unverjährbarkeit gilt. Diese Lösung entspricht auch der Lösung bei früheren Revisionen der Verjährungsfristen, und sie respektiert den Volkswillen.

5. Zum Gegenvorschlag: Im Gesetzentwurf ist vorgesehen, dass der indirekte Gegenvorschlag zur Volksinitiative, der ja am 13. Juni 2008 vom Parlament verabschiedet worden ist, nicht in Kraft treten soll. Ich muss zugeben, dass dies eine ungewöhnliche Situation ist. Ich glaube, sie ist erstmalig in unserer Geschichte. Wir haben es hier jetzt mit einem Ge-

setz zu tun, das zwar vom Parlament verabschiedet worden ist, das aber noch nicht in Kraft gesetzt worden ist. Selbstverständlich hat der Bundesrat grundsätzlich die verfassungsrechtliche Pflicht, Gesetze, die vom Parlament beschlossen worden sind, dann auch in Kraft zu setzen. Hier liegt eine besondere Situation vor, die den Bundesrat veranlasst, etwas anders vorzugehen und die damalige Partialrevision, den damaligen indirekten Gegenvorschlag, nicht in Kraft zu setzen. Um die Regelungen im Bereich der strafrechtlichen Verjährung nicht noch zu komplizieren, drängt es sich für den Bundesrat auf, hier eben ausnahmsweise auf die Inkraftsetzung zu verzichten.

Das wären die fünf Punkte. Sie sehen, die Vorlage des Bundesrates erklärt damit sämtliche Fragen im Zusammenhang mit dem Verfassungsartikel. Sie erleichtert die Arbeit der Strafverfolgungsbehörden. Sie stellt eine einheitliche Rechtsanwendung sicher, und sie setzt auch das um, was der Volkswille vorsieht.

Ich bitte Sie, auf die Ausführungsvorlage einzutreten.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen*

*L'entrée en matière est décidée sans opposition*

**Bundesgesetz zur Umsetzung von Artikel 123b der Bundesverfassung über die Unverjährbarkeit sexueller und pornografischer Straftaten an Kindern vor der Pubertät (Änderung des Strafgesetzbuches, des Militärstrafgesetzes und des Jugendstrafgesetzes)**

**Loi fédérale portant mise en oeuvre de l'article 123b de la Constitution concernant l'imprescriptibilité des actes d'ordre sexuel ou pornographique commis sur des enfants impubères (Modification du Code pénal, du Code pénal militaire et du droit pénal des mineurs)**

*Detailberatung – Discussion par article*

**Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Titre et préambule, ch. I introduction**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

**Ziff. I Ziff. 1, 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Antrag Jenny*

*Ziff. 1 Art. 101 Abs. 1 Bst. e*

e. ... an Kindern unter 14 Jahren begangen wurden.

*Ziff. 2 Art. 59 Abs. 1 Bst. e*

e. ... an Kindern unter 14 Jahren begangen wurden.

**Ch. I ch. 1, 2**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Proposition Jenny*

*Ch. 1 art. 101 al. 1 let. e*

e. ... de moins de 14 ans.

*Ch. 2 art. 59 al. 1 let. e*

e. ... de moins de 14 ans.

**Seydoux-Christe Anne (CE, JU)**, pour la commission: Au chiffre 2, je précise simplement que l'article 157 du Code pénal militaire, «Exploitation d'une situation militaire», qui est cité à l'article 59, est évidemment propre au droit militaire. Il s'agit de la situation où un militaire exploite le prestige de l'uniforme pour abuser d'un enfant. Je souhaitais juste préciser la chose.

**Jenny This (V, GL)**: Ich werde gleich zu Ziffer 1 Artikel 101 wie auch zu Ziffer 2 Artikel 59 sprechen. Ich möchte Sie bitten, meinem Kompromissantrag zu einer Altersgrenze von 14 Jahren zuzustimmen. Das würde dann heissen: Es tritt keine Verjährung ein, wenn die Tat an Kindern unter 14 Jahren begangen wurde. Es wurde angesprochen, dass sich die Experten nicht ganz einig sind, wann die Pubertät anfängt und wann sie aufhört. Immerhin hat der Bundesrat nach der Vernehmlassung die Altersgrenze von 10 auf 12 Jahre angehoben. Also war der Bundesrat offensichtlich ursprünglich gar der Meinung, eine Altersgrenze von 10 Jahren würde genügen. Nach meiner unmassgeblichen Meinung darf es aber keine Rolle spielen, ob das Opfer nun 12, 14 oder gar 16 Jahre alt ist.

Das Volk hat am 30. November 2008 Ja dazu gesagt, dass sexuelle und pornografische Straftaten an Kindern nicht verjähren sollen. Damit waren nicht nur Kinder bis 10 oder 12 Jahre gemeint – überhaupt nicht –; darüber haben wir mit Opferfamilien und mit den Initianten gesprochen. Diese Initiative haben Leute aus Opferfamilien gestartet, weil sie mit der bestehenden Politik nicht einverstanden waren und weil wir nicht gehandelt haben. Eine Altersgrenze von 14 Jahren ist für sie aber das absolute Minimum für die Umsetzung dieser Initiative. Deshalb möchte ich Sie bitten, gerade auch im Namen dieser Familien, diesem Antrag zuzustimmen. Eigentlich wäre ja eine Altersgrenze von 16 Jahren für die Umsetzung dieser Initiative gerechtfertigt.

Im Dezember letzten Jahres wurde wieder ein schockierender Fall bekannt: Ein Trainer der Nationalmannschaft, Präsident des Schwimmclubs Bellinzona, hatte Sex mit mindestens zwanzig Knaben. Er hat zugegeben, die Buben in den Siebzigerjahren missbraucht zu haben. Die Opfer waren alle 12 bis 16 Jahre alt. Die Taten sind heute verjährt. Die Frage stellt sich: Wollen wir das? Ist das in unserem Sinne? Wir müssen uns auch in die Situation der Opfer versetzen. Unter 14 Jahren ist man wirklich noch ein Kind; ein Mädchen mit 13 Jahren vielleicht nicht mehr, aber schauen Sie Buben mit 13 Jahren an – das sind doch noch Kinder. Für solche Opfer soll es genauso gut möglich sein, ihre Peiniger anzuzeigen, wie für die Opfer unter 12 Jahren.

Ich möchte Sie deshalb bitten, meinem Kompromissantrag zu einer Altersgrenze von 14 Jahren zuzustimmen. Wen haben wir denn zu schützen? Wer solche Taten begeht, den haben wir doch nicht zu schützen. Ich spreche hier im Interesse dieser Opferfamilien.

**Seydoux-Christe Anne (CE, JU)**, pour la commission: Comme je l'ai dit tout à l'heure, la notion d'«enfant impubère» est imprécise, et cette imprécision tient au texte déposé par les initiants. Le Conseil national et la Commission des affaires juridiques prévoient de rendre imprescriptibles les infractions contre l'intégrité sexuelle des enfants dont l'âge est inférieur à 12 ans. Le Conseil national a rejeté, par 102 voix contre 82, la proposition que fait Monsieur Jenny aujourd'hui.

Je me permets de lire un passage du message, à la page 5583 de la version française: «Cette solution tient compte de manière plus adéquate des réalités entourant le phénomène de la pédocriminalité et diminue également de manière importante le risque qu'une victime n'ayant pas encore entamé le processus de la puberté au moment des faits ne puisse pas se prévaloir de l'imprescriptibilité. En revanche, appliquer l'imprescriptibilité aux victimes de 12 ans n'est pas approprié. Cette solution irait au-delà de l'objectif prévu par la disposition constitutionnelle, à savoir protéger les victimes n'étant pas en mesure de se rendre compte du caractère répréhensible des actes qu'elles subissent et de les dénoncer. Dès 12 ans, un enfant sait identifier les comportements inappropriés.»

Je crois qu'il faut quand même se rappeler que l'imprescriptibilité, jusqu'à présent, était réservée à des crimes extrêmement graves, comme le génocide et les crimes contre l'humanité. C'est une notion qu'on ne peut pas simplement étendre sans autre. Par ailleurs, pour les victimes dont l'âge est supérieur à 12 ans, c'est la prescription ordinaire des infractions qui s'applique, et elle est de 15 ans. Cela veut dire



que jusqu'à 27 ans et plus, les personnes qui ont été abusées peuvent introduire une action pénale contre l'auteur des abus. A 27 ans, je pense qu'on est sorti de la dépendance dans laquelle sont souvent les victimes d'abus sexuels par rapport à leurs abuseurs.

Je vous prie de rejeter cette proposition.

**Sommaruga** Simonetta, Bundesrätin: Der Auftrag, den Sie hier haben, ist, den Verfassungstext umzusetzen. In der Verfassung steht jetzt in Artikel 123b der Begriff «Kinder vor der Pubertät» – nicht während, nicht nach der Pubertät, sondern eben vor dem Zeitpunkt, an dem dieser Prozess beginnt. Die Pubertät ist ja bekanntlich ein Prozess, nach dessen Abschluss das Kind die Geschlechtsreife erreicht hat. Gemäss der medizinischen Fachliteratur beginnt dieser Prozess ungefähr im Alter von 9 Jahren bei den Mädchen und 11 Jahren bei den Jungen. Auf der Grundlage dieser Überlegungen hat der Bundesrat entschieden, für die Vernehmlassung ein Schutzalter von 10 Jahren vorzuschlagen. Es gab dann in der Tat in der Vernehmlassung einige Teilnehmer, die beanstandeten, das Schutzalter sei zu tief. Jetzt hat der Bundesrat in der Botschaft eben ein Schutzalter von 12 Jahren vorgeschlagen. Der Bundesrat ist der Auffassung, dass der Pubertätsprozess in diesem Alter bei den Mädchen und den Jungen sicher eingesetzt hat und dass sie nicht mehr als «Kinder vor der Pubertät» im Sinne von Artikel 123b der Bundesverfassung betrachtet werden können.

Die Kommissionssprecherin hat es gesagt, und ich möchte es auch wirklich noch einmal betonen: Die Unverjährbarkeit muss eine Ausnahme bleiben. Sie ist im schweizerischen Recht nur für schwerste Verbrechen vorgesehen. Aus diesem Grund ist aus Sicht des Bundesrates jetzt auch der Anwendungsbereich wirklich restriktiv zu umschreiben.

Die Unverjährbarkeit bei Opfern über 12 Jahren anzuwenden würde aus Sicht des Bundesrates über das Ziel der Initiative hinausgehen. Während des Abstimmungskampfes hat man ja regelmässig auch von «kleinen Kindern» gesprochen; man hat eben von «Kindern vor der Pubertät» gesprochen und davon, dass man diese besonders jungen Opfer schützen will. Das ist sicher richtig und jetzt sicher auch im Sinne des Volkswillens. Die Erklärungen der Initiantinnen und Initianten vor der Abstimmung bestätigen auch die Richtigkeit dieser Auslegung. Wie gesagt haben auch sie immer von kleinen Kindern und Kleinstkindern gesprochen.

Ich möchte noch auf etwas hinweisen: Für über 12-Jährige besteht ja auch im geltenden Recht ein Schutz. Es ist nicht so, dass sie überhaupt keinen Schutz mehr haben. Die Verjährung für Widerhandlungen gegen die sexuelle Integrität dauert nämlich 15 Jahre; das ist also die Verjährungsfrist, wie sie für über 12-Jährige gilt. Die Unverjährbarkeit sollte aus Sicht des Bundesrates wirklich auch gemäss Verfassungstext nur für Kinder unter 12 Jahren gelten.

Ich bitte Sie deshalb, den Antrag Jenny abzulehnen. Die Berichterstatterin hat es gesagt: Auch im Nationalrat wurde dieser Antrag bereits gestellt und auch abgelehnt.

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission ... 24 Stimmen

Für den Antrag Jenny ... 9 Stimmen

#### **Ziff. I Ziff. 3**

##### *Antrag der Kommission*

##### *Art. 1 Abs. 2 Bst. j*

j. die Artikel 98, 99 Absatz 2, 100 sowie 101 Absätze 1 Buchstaben a bis d, 2 und 3 (Verjährung);

#### **Ch. I ch. 3**

##### *Proposition de la commission*

##### *Art. 1 al. 2 let. j*

j. articles 98, 99 alinéa 2, 100 et 101 alinéa 1 lettres a–d, alinéas 2 et 3 (prescription);

**Präsident** (Altherr Hans, Präsident): Zu Ziffer 3 liegt eine ergänzte Fassung der Fahne vor.

**Seydoux-Christe** Anne (CE, JU), pour la commission: A la lettre j de l'article 1 alinéa 2, je reviens à ce que j'ai dit plus tôt. La Commission de rédaction, plus précisément sa sous-commission de langue allemande, a écrit à la Commission des affaires juridiques de notre conseil, le 23 mai 2012, pour dire que la sous-commission s'était penchée sur le projet le 16 mai 2012 et qu'elle avait constaté que le chiffre 3, Droit pénal des mineurs, était incomplet. Selon l'article 1 alinéa 2 lettre j du Droit pénal des mineurs en vigueur, la totalité de l'article 101 du Code pénal s'applique par analogie. Selon le projet de révision en cours, seule la nouvelle lettre e de l'article 101 alinéa 1 du Code pénal ne devrait pas s'appliquer par analogie. Le Conseil fédéral a donc précisé que seules les lettres a à d de l'alinéa 1 devaient l'être. Toutefois, les alinéas 2 et 3 ont manifestement été oubliés, je ne sais pas pour quelle raison. Il s'agit maintenant de les réintroduire.

#### *Angenommen – Adopté*

#### **Ziff. II, III**

##### *Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

#### **Ch. II, III**

##### *Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

#### *Angenommen – Adopté*

#### *Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes ... 35 Stimmen

Dagegen ... 2 Stimmen

(0 Enthaltungen)

12.3001

#### **Motion RK-NR (10.527).**

##### **Pokerturniere**

##### **unter klaren Auflagen zulassen**

#### **Motion CAJ-CN (10.527).**

##### **Autoriser les tournois de poker dans des conditions clairement définies**

Einreichungsdatum 13.01.12

Date de dépôt 13.01.12

Nationalrat/Conseil national 28.02.12

Bericht RK-SR 16.04.12

Rapport CAJ-CE 16.04.12

Ständerat/Conseil des Etats 12.06.12

#### *Antrag der Kommission*

Annahme der modifizierten Motion

#### *Proposition de la commission*

Adopter la motion modifiée

**Präsident** (Altherr Hans, Präsident): Sie haben einen schriftlichen Bericht der Kommission erhalten. Die Kommission beantragt mit 9 zu 3 Stimmen die Annahme der Motion gemäss ihrem Änderungsantrag in Ziffer 4 des Berichtes. Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

**Janiak** Claude (S, BL), für die Kommission: Sie erinnern sich daran: Vor drei Monaten haben Volk und Stände dem Bundesbeschluss vom 29. September 2011 über die Regelung der Geldspiele zugunsten gemeinnütziger Zwecke zugestimmt. Diese Verfassungsbestimmung muss jetzt umge-